

Les socialistes devancent d'une courte tête la coalition de droite sortante au Portugal dans les sondages

Corinne Deloy

Analyse

Résumé :

Le 22 juillet dernier, le président de la République portugaise Anibal Cavaco Silva (Parti social-démocrate, PSD) annonçait que les prochaines élections législatives auraient lieu au Portugal le 4 octobre prochain. Ce même jour, près de 5 000 personnes avaient manifesté dans les rues de Lisbonne pour demander la démission du gouvernement dirigé par Pedro Passos Coelho (PSD) et la fin de la politique d'austérité.

21 partis sont en lice pour ce scrutin législatif ; 14 concourent dans les 22 circonscriptions que compte le pays. A un mois du scrutin, l'opposition est en tête dans les enquêtes d'opinion – une situation qui perdure depuis 2012 – mais ne devance la coalition gouvernementale que d'un cheveu.

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Eurosondagem en août dernier crédite le Parti socialiste (PS) de 36,3% des suffrages et la coalition Parti social-démocrate (PSD)-Parti populaire (PP) de 34,8% des voix. Ces deux partis devancent la Coalition démocratique unitaire (CDU), qui obtiendrait 10% des suffrages et le Bloc des gauches (BE) 5%.

La loi électorale portugaise, qui auparavant obligeait les médias à rassembler l'ensemble des dirigeants des partis en présence aux élections législatives pour l'organisation de tout débat, a été modifiée. Le Premier ministre Pedro Passos Coelho et son principal rival, le dirigeant socialiste Antonio Costa, se retrouveront donc pour un face-à-face sur les trois principales chaînes de télévision portugaises (RTP 1, SIC et TVI) le 9 septembre. Huit jours plus tard, les deux hommes s'affronteront de nouveau au cours d'un débat qui sera diffusé sur les ondes des stations de radio Antena 1, Renascença et TSF.

UN PAYS ENCORE FRAGILE

Le Portugal a bénéficié en 2011 d'un plan d'aide de 78 milliards € qui lui a été accordé par le FMI,

la Commission européenne et la Banque centrale européenne en échange de l'adoption par Lisbonne de réformes structurelles dans le but de restaurer la compétitivité du pays, réduire la dette et plus largement assainir les finances publiques. Si le pays n'a pas connu de crise bancaire ou de crise immobilière comme l'Irlande, sa croissance économique était extrêmement faible. L'argent était devenu hors de prix pour le Portugal qui ne pouvait emprunter sur les marchés financiers qu'à des taux d'intérêt au-dessus de 8% pour les taux à dix ans. Les marchés financiers ont alors considéré que Lisbonne n'avait pas d'autre issue que de recourir à l'aide internationale pour sortir de la crise et le Premier ministre de l'époque, le socialiste José Socrates, avait dû se résoudre à demander une aide financière à l'Union européenne et au FMI.

Le gouvernement que Pedro Passos Coelho a formé à l'issue de la victoire du Parti social-démocrate aux dernières élections législatives du 5 juin 2011 a donc mené une politique d'austérité : nombreuses coupes budgétaires, forte hausse des impôts (+ 40%), réduction des rémunérations dans la fonction publique, privatisation des entreprises publiques, forte diminution des indemnités de licenciement, etc. Ces mesures de rigueur ont permis de réduire le déficit budgétaire mais elles ont également fait augmenter le chômage et réduit le niveau de vie de beaucoup de Portugais.

Entre 2011 et 2013, Lisbonne a connu 11 trimestres consécutifs sans croissance, soit la récession la plus sévère dans le pays depuis 40 ans.

Le 17 mai 2014, le Portugal est officiellement sorti du programme d'aide internationale qui lui avait été accordé en mai 2011, et ce sans filet de sécurité, c'est-à-dire sans aide supplémentaire. En 3 ans, le pays a regagné son accès aux marchés financiers internationaux et bouclé son programme de redressement budgétaire. Le PIB portugais est positif depuis 8 trimestres ; le gouvernement de Pedro Passos Coelho prévoit une croissance de 1,60% pour cette année. Lisbonne a même remboursé par avance en 2014 près d'un quart de sa dette de 29,6 milliards € au FMI.

Si l'économie portugaise est plus équilibrée que quelques années auparavant, les entreprises plus solides et plus compétitives et que tous les acteurs économiques (ménages, entreprises, administrations) ont réduit leurs dépenses, la reprise reste fragile et l'embellie ne profite pas à l'ensemble de la population. Ainsi, le chômage reste élevé (12,1% en juillet 2015 – son plus faible niveau depuis 2010 néanmoins et seulement quelques dixièmes de points au-dessous de la moyenne européenne (11,1%) – contre 17,5% en janvier 2013). Un tiers des moins de 25 ans recherchent un emploi et la moitié des diplômés de moins de 35 ans enchaînent les contrats à durée déterminée et ne gagnent pas plus de 900 € par mois. Les inégalités sont importantes : selon le dernier rapport de l'OCDE, le Portugal est l'un des pays qui enregistrent les plus fortes inégalités et celui qui s'est le plus appauvri de la zone euro : 10% des Portugais les plus riches possèdent 25,9% des richesses du pays et 10% des plus pauvres seulement 2,6%. Près d'un Portugais sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec un revenu inférieur à 411 €. Les taxes sont à leur maximum historique et la dette publique demeure élevée (130% du PIB). Enfin, l'émigration reste importante, elle est à son niveau le plus élevé depuis 1960. En 2013, plus de 100 000 personnes ont quitté le Portugal. Beaucoup d'entre elles sont parties vivre dans les anciennes colonies (Mozambique, Brésil, Angola). L'émigration explicite, avec le chômage, le recul de la population active du pays (- 0,80% sur les douze derniers mois).

La croissance reste timide et s'explique en grande partie

par la contraction de la demande intérieure et des importations alors que les exportations sont en hausse mais la reprise est encore trop faible pour que le pays retrouve ses niveaux de production et d'emploi d'avant la crise économique. Lisbonne a également profité de la faiblesse de l'euro et de la baisse du prix du pétrole.

Le FMI a indiqué que le pays courait le risque de ne pas atteindre l'objectif de déficit qu'il s'est fixé pour cette année (2,70%, soit sous la barre de 3% fixée par le Pacte de stabilité et de croissance, ce qui constituerait une première depuis 15 ans) s'il ne procédait pas à de nouvelles coupes dans ses dépenses. L'Union européenne a également demandé à Lisbonne de prendre des mesures de consolidation.

Le Portugal souhaite également faire baisser sa dette à 125% du PIB.

LES FORCES EN PRÉSENCE

Fortement secouée en 2013 [1], la coalition sortante formée par le Parti social-démocrate et le Parti populaire est dorénavant plus unie que jamais. Les deux partis ont d'ailleurs choisi de présenter des listes communes pour les élections législatives.

Le Premier ministre Pedro Passos Coelho fait campagne sur la poursuite, selon lui nécessaire, de la politique actuelle de rigueur. Il affirme qu'un deuxième mandat accordé à sa coalition « *réduirait le risque de repartir vers de mauvaises politiques et vers de dangereuses illusions* ». « *Le Parti socialiste promet des miracles aux électeurs et conduira le pays au désastre. Plus que jamais, je suis convaincu que la voie que nous avons empruntée est celle qui doit être suivie* » répète le chef du gouvernement sortant.

Pedro Passos Coelho peut s'appuyer sur la reprise du marché immobilier, la hausse des exportations comme des investissements et enfin les bons chiffres du tourisme. Il promet un allègement des impôts (baisse de 4 points des taxes pesant sur les entreprises et restitution aux particuliers d'un quart d'une surtaxe de 3,5% sur l'impôt sur le revenu en 2016).

Le gouvernement peut également mettre en avant les bons chiffres publiés fin août par l'Institut portugais des statistiques (Ine) qui montrent que la croissance se poursuit (+ 0,4% du PIB pour le 2e trimestre 2015) alors

1. Le 1er juillet 2011, le ministre des Finances et principal artisan de la politique d'austérité Vitor Gaspar (indépendant) démissionne du gouvernement déplorant les obstacles auxquels il doit faire face pour imposer son action. Le lendemain, Paulo Portas (PP) ministre des Affaires étrangères, présente aussi sa démission, qui est rejetée par le Premier ministre Pedro Passos Coelho. Paulo Portas souhaitait, par son acte, protester contre la nomination de la secrétaire d'Etat au Trésor et bras droit de Vitor Gaspar, Maria Luis Albuquerque (PSD), au ministère des Finances.

que le chômage continue de décroître. Le taux d'emploi des jeunes s'améliore même si un tiers de ces derniers (31%) sont toujours sans travail. Le Parti socialiste conteste l'embellie mise en avant par le Premier ministre Pedro Passos Coelho. « *Dans un contexte de forte émigration, le marché du travail s'est rétréci depuis 15 trimestres. Si l'on ajoute aux 650 000 demandeurs d'emploi, les 250 000 chômeurs qui ont abandonné leurs recherches, les plus de 350 000 émigrés et les 170 000 stagiaires, on arrive à se faire une idée plus claire de l'héritage laissé par ce gouvernement* » a ainsi déclaré Mario Centeno, coordinateur du programme économique du PS. « *L'émigration a certes contribué à améliorer les chiffres du marché du travail, mais l'emploi augmente et les chefs d'entreprises sont plus confiants* » a néanmoins indiqué Paula Carvalho, économiste de la banque BPI.

Le gouvernement portugais a annoncé fin août que le déficit budgétaire (5,37 milliards €) avait baissé de 8% sur les sept premiers mois de cette année et s'est dit confiant dans le fait de voir celui-ci passer sous le seuil de 3% du PIB en 2015 : 2,7% contre 4,5% l'année dernière. La coalition au pouvoir a également indiqué que les recettes fiscales de l'Etat avaient augmenté de 4,9% (20,87 milliards € pour les sept premiers mois de 2015). Le Parti socialiste promet de tourner la page de l'austérité qui, selon lui, ne fait qu'appauvrir le Portugal. Il a connu une crise de *leadership* en 2014. Le 28 septembre 2014, le maire de Lisbonne Antonio Costa a finalement remporté l'élection primaire organisé par son parti en obtenant 67,9% des suffrages face au dirigeant du parti, José Antonio Seguro, qui a recueilli 31,7% des voix. Antonio Costa a été élu secrétaire général du PS le 22 novembre suivant avec 96% des suffrages et conduira donc la campagne des socialistes.

Selon son dirigeant, la politique menée par la coalition gouvernementale sortante a rendu la vie des chômeurs plus difficile, accru l'insécurité du travail et abîmé les services publics, notamment en matière d'éducation et de santé. Antonio Costa reste cependant très discret et très vague sur la façon dont il compte s'y prendre pour mettre fin à l'austérité. « *Nous voulons gouverner mieux en gouvernant différemment* » a-t-il déclaré, indiquant : « *Il faut renoncer à la confrontation des positions radicales au profit d'un dialogue constructif* ».

Le Parti socialiste a fait de la lutte contre le chômage et de l'accroissement de la sécurité de l'emploi ses priorités. Il accuse le gouvernement sortant de ne pas créer d'emplois mais de financer des stages de courte durée qui font sortir les chômeurs des statistiques nationales. Il prévoit de stimuler la croissance économique du pays en redonnant du pouvoir d'achat aux Portugais. Pour cela, il souhaite réduire les charges sociales pesant sur les salariés (baisse de 11% à 7% de leurs contributions à la sécurité sociale) comme celles pesant sur les employeurs. Il propose de réduire les impôts introduits par la coalition sortante qui, selon lui, « *ont asphyxié la classe moyenne* », restaurer les salaires du secteur public à leur niveau d'avant 2011 et faire revenir les fonctionnaires aux 35 heures hebdomadaires (le temps de travail est passé dans la fonction publique à 40 heures mensuelles à la fin de l'année 2013 afin d'aligner le secteur public sur le régime du privé). En revanche, les socialistes proposent de mettre en place une nouvelle taxe sur l'héritage et des sanctions à l'égard des entreprises dans lesquelles on constaterait un important *turnover*. Il veut rendre les licenciements plus difficiles et promet d'augmenter les dépenses dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Il propose une traditionnelle politique de redistribution qui paraît impossible à mener vu l'état des finances publiques. A fur et à mesure que s'approche la date du scrutin, Antonio Costa a cependant réduit son discours contre l'austérité. Il a ainsi affirmé qu'il honorerait les engagements du Portugal s'il accédait au pouvoir en octobre prochain et poursuivrait la politique de réduction du déficit.

S'il parvient à arriver en tête le 4 octobre, le PS devrait cependant échouer à remporter la majorité absolue. Il pourrait alors avoir des difficultés pour former une coalition. Les socialistes pourraient choisir de former un gouvernement minoritaire ou s'allier avec des « petits » partis. Des solutions qui apparaissent cependant toutes deux comme porteuses d'instabilité.

A un mois du scrutin, le PS est très affecté par la mise en détention dans la prison d'Evora (Sud-Est) de son ancien dirigeant, l'ex-Premier ministre (2005-2011) José Socrates qui a été mis en examen (avec 6 autres personnes) pour corruption, blanchiment d'argent et fraude fiscale aggravée.

L'ancien dirigeant socialiste aurait fait rapatrier au Portugal 20 millions € qu'il détenait sur un compte bancaire en Suisse grâce au régime extraordinaire de régularisation mis en place en 2009 par son gouvernement et qui permettait d'effectuer une correction fiscale et donc accordait une sorte de pardon à toute évasion fiscale.

La justice soupçonne également le groupe de construction Lena d'avoir viré des sommes importantes sur un compte bancaire suisse détenu par Carlos Santos Silva, entrepreneur proche de José Socrates, en contrepartie d'un traitement de faveur accordé à l'entreprise durant le mandat du dirigeant socialiste à la tête du pays. L'ancien Premier ministre nie les faits qui lui sont reprochés mais ces affaires et sa détention sont très encombrantes pour le PS.

Lors des dernières élections municipales qui se sont déroulées le 29 septembre 2013, le Parti socialiste a recueilli 36,26% des suffrages et remporté 149 mairies (+18 par rapport au précédent scrutin local du 11 octobre 2009), dont Lisbonne où Antonio Costa a obtenu la majorité absolue, Coimbra, Vila Nova de Gaia et Sintra. Le Parti social-démocrate a obtenu 16,7% des voix et remporté 106 mairies (- 32). Ces élections se sont caractérisées par un nombre record de candidats indépendants (80 contre 54 quatre ans auparavant). Ceux-ci ont recueilli 6,89% des voix et remporté 13 mairies, dont celle de Porto, deuxième ville du pays. La participation a été faible (52,60%).

L'EXCEPTION PORTUGAISE

Contrairement à la Grèce ou à l'Espagne, le Portugal, où plusieurs manifestations contre la politique d'austérité ont pourtant rassemblé de nombreux citoyens dans les rues, ne compte aucun parti de gauche radicale susceptible de menacer les principaux partis. Plusieurs nouveaux partis se sont créés au cours des derniers mois : l'un à gauche, Livre/Tempo de avançar (Libre/il est temps d'avancer, L/TDA) fondé en 2013 et trois au centre : Juntos pelo povo (Ensemble pour le peuple, JPP) créé en mars 2014 et conduit par Elvio Sousa ; Nos, Cidadaos!, fondé mi-2014 et dirigé par Mendo Castro Henriques et le Parti démocratique républicain, eurosceptique, créé en octobre 2014 par l'avocat

et ancien bâtonnier de l'ordre des avocats Antonio Marinho e Pinto, qui se bat pour une réforme électorale et de la justice. Le Mouvement de la terre que celui-ci dirigeait auparavant a néanmoins réalisé une percée aux élections européennes du 7 juin 2014 en recueillant 7,72% des suffrages et en remportant 2 sièges.

« *Le Portugal a manqué d'un projet politique générateur de confiance de la part des mécontents* » analyse Viriato Soromentho Marques, professeur de science politique de l'université de Lisbonne. L'attitude ambiguë du Parti socialiste, jugé par certains « *complice* » de la Troïka, aurait pu bénéficier à une offre de gauche radicale mais tel n'a pas été le cas.

Plusieurs raisons expliquent la faiblesse de cette tendance politique au Portugal parmi lesquelles l'importance du Parti communiste qui absorbe sans doute une grande partie du vote protestataire de gauche. L'absence de dirigeant charismatique capable d'agréger les mécontentements au sein des forces alternatives est également un facteur qui compte. Le système politique portugais, faiblement proportionnel, rend également difficile la représentation des « petits » partis et par conséquent, l'accès de ceux-ci au financement public. Enfin, les enquêtes européennes montrent que les Portugais sont beaucoup moins politisés et intéressés par la politique que ne le sont les Espagnols ou les Grecs. Face à la crise, beaucoup d'entre eux préfèrent l'abstention au vote protestataire.

« *Comme souvent, tout ce qui se passe en Europe met plusieurs années à arriver au Portugal* » conclut le sociologue Elisio Estante.

LE SYSTÈME POLITIQUE PORTUGAIS

Le Parlement portugais est monocaméral. L'Assemblée de la République compte 230 membres, élus pour 4 ans au scrutin proportionnel au sein de 22 circonscriptions plurinominales. Le pays compte 18 circonscriptions métropolitaines et 2 régions autonomes – Madère et les Açores – qui forment chacune une circonscription. Par ailleurs, les Portugais résidant à l'étranger sont divisés en deux circonscriptions : la première regroupe ceux qui résident en Europe et la deuxième ceux vivant dans le reste du monde.

Les listes de candidats sont bloquées, les électeurs ne

peuvent donc exprimer leurs préférences au sein de la liste pour laquelle ils votent.

A l'issue du scrutin, la répartition des sièges se fait selon la méthode d'Hondt.

5 partis politiques sont actuellement représentés à l'Assemblée de la République:

- le Parti social-démocrate (PSD), parti créé en 1974 et dirigé depuis mars 2010 par le Premier ministre Pedro Passos Coelho, compte 108 députés ;
- le Parti socialiste (PS), fondé en 1973 et conduit depuis septembre 2014 par Antonio Costa, possède 74 sièges ;
- le Parti populaire (PP), ancien Centre démocrate social/ Parti populaire (CDS/PP), parti chrétien-démocrate créé en 1974, membre de la coalition gouvernementale sortante et dirigé par Paulo Portas, compte 24 députés ;
- la Coalition démocratique unitaire (CDU), alliance du Parti communiste (PCP), créé en 1921, du Parti

écologiste-Les Verts (PEV) fondé en 1982 et de Intervention démocratique (ID). Dirigée par Jeronimo de Sousa, elle possède 16 sièges ;

- le Bloc des gauches (BE), parti fondé en 1999 et dirigé par Joao Semedo et Catarina Martins, compte 8 députés.

Les Portugais élisent également tous les 5 ans leur président de la République au suffrage universel direct. L'actuel chef de l'Etat est Anibal Cavaco Silva (PSD), a été réélu avec 52,94% des suffrages le 23 janvier 2011 dès le 1er tour de scrutin. Il est le premier président de la République libéral du pays depuis la Révolution des œillets du 25 avril 1974.

La prochaine élection présidentielle aura lieu au Portugal en janvier 2016.

Rappel des résultats des élections législatives du 5 juin 2011 au Portugal

Participation : 58,03%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti social-démocrate (PPD/PSD)	2 159 181	38,66	108
Parti socialiste (PS)	1 566 347	28,04	74
Parti populaire (CDS/PP)	653 888	11,71	24
Coalition démocratique unitaire (CDU)	441 147	7,90	16
Bloc de gauche (BE)	288 923	5,17	8
Autres	247 731	4,44	0

Source :

(<http://www.fr.parlamento.pt/DeputesGruposParlamentaires/ResultatsElectoraux.html>)

(http://www.cne.pt/sites/default/files/dl/resultados_ar2011.pdf)

La coalition sortante de droite arrive en tête des élections législatives au Portugal mais échoue à obtenir la majorité absolue

Résultats

Résumé :

La coalition *Portugal a frente* (Portugal en avant) emmenée par le Premier ministre Pedro Passos Coelho et regroupant le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti populaire (PP), dirigé par Paulo Portas, est arrivée largement en tête des élections législatives qui se sont déroulées le 4 octobre au Portugal. Les deux partis ont recueilli 38,44% des suffrages et remporté 104 sièges (-4 par rapport aux élections législatives du 5 juin 2011) à l'Assemblée de la République, chambre unique du parlement.

Le Parti socialiste (PS), principal parti d'opposition conduit depuis septembre 2014 par Antonio Costa, a obtenu 32,38% des voix et 85 sièges (+ 11).

Les deux partis sont suivis par le Bloc des gauches (BE) de Joao Semedo et Catarina Martins, qui a recueilli 10,22% des suffrages et remporté 19 sièges (+ 11) et qui, pour la première fois, a devancé la Coalition démocratique unitaire (CDU), alliance

du Parti communiste (PCP), du Parti écologiste-Les Verts (PEV), conduite par Jeronimo de Sousa, qui a obtenu 8,27% des voix et 17 sièges (+ 1).

Les formations de la gauche radicale ont réalisé un résultat nettement plus élevé que celui prévu par les enquêtes préélectorales.

La participation a été inférieure de 2,80 points à celle enregistrée lors des précédentes élections législatives du 5 juin 2011: 55,23%.

Résultats des élections législatives du 4 octobre 2015 au Portugal

Participation : 55,23%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti social-démocrate-Parti populaire (PSD-PP)	2 060 192	38,44	104
Parti socialiste (PS)	1 740 300	32,38	85
Bloc de gauche (BE)	549 153	10,22	19
Coalition démocratique unitaire (CDU)	444 319	8,27	17
PAN	74 656	1,39	1

Source : Commission électorale <http://www.legislativas2015.pt/resultados/>

VICTOIRE DE LA COALITION DE DROITE SORTANTE

« La droite a récupéré une partie des voix de l'électorat du centre, elle a réussi à faire passer le message que le retour au pouvoir des socialistes mènerait le pays à la faillite, comme en 2011 » analysait Antonio Costa Pinto, politologue à l'université de Lisbonne, quelques jours avant le scrutin. En effet, le Premier ministre Pedro Passos Coelho a répété durant sa campagne électorale : « Le peuple portugais doit continuer à m'accorder sa confiance afin que nous puissions parachever cet assainissement financier et, fort de cet acquis, nous consacrer à faire de nouveau de la politique majuscule. Si on vote pour la gauche, c'est un scénario à la grecque catastrophique qui l'emportera, avec le chaos à la clé », assimilant le Parti socialiste à la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) grecque et prévoyant le retour de la Troïka (Fonds monétaire international – FMI –, Commission européenne et Banque centrale européenne) dans le pays. « Si nous poursuivons le chemin emprunté jusqu'ici, nous n'aurons pas besoin d'un nouveau plan de sauvetage » avait encore affirmé le chef du gouvernement sortant. La Troïka a officiellement quitté le Portugal le 17 mai 2014.

L'amélioration de la situation économique, et notamment la baisse du chômage, semble avoir convaincu la majorité des Portugais de choisir la voie de la continuité. Le manque d'enthousiasme des Portugais et la forte abstention qui en a résulté expliquent également le résultat élevé de la coalition de droite.

ECHEC DES SOCIALISTES

Les socialistes ont fait campagne en dénonçant la politique d'austérité menée par le Premier ministre sortant Pedro Passos Coelho et en promettant beaucoup sans réellement préciser comment ils comptaient financer leurs engagements dans un pays qui connaît encore de grandes difficultés financières. « Vous êtes allés au-delà des exigences de la Troïka et vous avez appliqué une thérapie d'appauvrissement » a affirmé Antonio Costa, qui souhaitait « tourner la page de la rigueur ». « C'était une stratégie erronée, car les élections se gagnent toujours au centre » a indiqué José Antonio Passos Palmeira, politologue de l'université de Minho.

Au cours de la campagne électorale, le dirigeant socialiste avait cependant modéré son discours affirmant qu'il honorerait les engagements du Portugal et poursuivrait la politique de réduction du déficit s'il accédait au pouvoir à l'issue du scrutin. « Il faut tourner la page de l'austérité sans toutefois entrer en rupture avec les règles de l'Union européenne » avait-il alors indiqué. Mais ce discours tantôt à gauche tantôt centriste n'a pas eu les effets escomptés, à savoir rassembler autour de son parti les mécontents de la coalition de droite sortante. Les Portugais n'ont sans doute pas oublié que les socialistes ont été les premiers à mettre en place des mesures d'austérité lorsqu'ils étaient au pouvoir entre 2005 et 2011.

Enfin, le dirigeant socialiste a également dû se démarquer de son ancien leader, l'ancien Premier ministre (2005-2011) José Socrates, mis en examen (avec six autres personnes) pour corruption, blanchiment d'argent et fraude fiscale aggravée. Antonio Costa a été ministre de l'Administration interne du gouvernement de José Socrates entre 2005 et 2007.

VERS UN GOUVERNEMENT DE DROITE MINORITAIRE

La coalition de droite sortante s'est donc imposée dans les urnes mais sans parvenir à obtenir la majorité absolue au Parlement. « La coalition Portugal en avant a remporté une grande victoire. Nous allons maintenir notre engagement en faveur de la reprise et notre ouverture au dialogue » a déclaré Marco Antonio Costa, vice-président du PSD, à l'annonce des premiers résultats. « Si les résultats se confirment, nous pensons qu'aucun candidat n'obtiendra la majorité lors de ces élections » a souligné le directeur de campagne du dirigeant socialiste, Duarte Cordeiro.

Le Premier ministre Pedro Passos Coelho a immédiatement mis en avant que « plus de 70% du parlement est composé de forces politiques attachées à notre appartenance à l'Union européenne et à la monnaie unique ». « La grande partie du Parlement est composée de partis qui ne rejettent pas les plans internationaux, les partis « de la gauche de la gauche » ne sont pas dans la situation de la Grèce ou de l'Espagne. On ne peut pas transformer une défaite dans les urnes en une sorte de

victoire » a comme confirmé son partenaire, le dirigeant du Parti populaire, Paulo Portas.

« *Le drame, ce serait un résultat moyen. Il faudrait ou bien une claire majorité conservatrice, ou bien une large victoire des socialistes et du Bloc de gauche afin que notre pays ne navigue pas à vue mais s'engage vers un cap précis et lisible* » avait déclaré le journaliste Paulo Chitas à la veille du scrutin. Les forces de droite seront donc minoritaires au parlement mais une alliance entre le Parti socialiste et les forces de gauche radicale pour leur barrer la route est très improbable, pour ne pas dire impossible. Les deux partis diffèrent en effet sur des points essentiels, notamment sur la restructuration de la dette et sur le rapport à l'euro.

Reste l'hypothèse d'une grande coalition entre la droite et la gauche. Les deux partis l'ont exclue même si le Premier ministre Pedro Passos Coelho s'est toujours dit ouvert au dialogue avec tous les partis représentés au parlement. Pour sa part, Antonio Costa a affirmé qu'une grande coalition n'était imaginable « *que dans une situation extrême comme une invasion martienne* ».

On semble donc se diriger vers la formation d'un gouvernement minoritaire de droite. « *La droite ne*

peut pas continuer à gouverner comme si rien ne s'était passé » a déclaré Antonio Costa, indiquant également que son parti « *ne ferait pas obstacle ni ne constituerait de majorité négative* ». Un seul gouvernement minoritaire, celui dirigé par le socialiste Antonio Guterres (1995-1999), est allé au bout de son mandat depuis le retour du Portugal à la démocratie en 1974.

En cas de blocage, la décision reviendra au président de la République Anibal Cavaco Silva (PSD). La Constitution portugaise le laisse libre de son choix, soit sans obligation de nommer le dirigeant du parti arrivé en tête des élections législatives au poste de Premier ministre. « *Le Portugal ne peut pas se payer le luxe d'ajouter des querelles politiques aux problèmes économiques et sociaux* » avait déclaré le chef de l'Etat durant la campagne électorale.

L'absence de majorité politique claire complique la situation encore fragile du Portugal. Il faut savoir que dans tous les cas, les Portugais ne pourront pas être rappelés aux urnes avant le mois de juin de l'année prochaine. La Constitution interdit en effet la dissolution du Parlement dans les six mois précédant ou suivant l'élection présidentielle ; celle-ci est prévue pour janvier 2016.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.